

Septième Réunion des directeurs de la santé : 3-5 avril 2019, Nadi, Fidji**Point 6.3 de l'ordre du jour – Cadre législatif océanien sur les MNT : rapport d'étape****Résumé**

Les mesures législatives sont des outils importants dans la lutte contre l'épidémie des maladies non transmissibles (MNT). C'est à partir de ce constat que les ministres océaniens de la Santé ont approuvé en 2017 une note de cadrage concernant la proposition d'un Cadre législatif océanien sur les MNT. En 2018, les directeurs de la santé ont convenu que le secrétariat devait élaborer un cadre intégrant l'ensemble des mesures législatives jugées pertinentes pour lutter contre les MNT.

Un examen et une analyse des politiques relatives aux MNT et des réunions de concertation ont été menés avec des spécialistes des politiques de santé et des rédacteurs juridiques représentant les pays, les partenaires et les institutions universitaires. Le Cadre législatif océanien proposé sera basé sur les principaux facteurs de risque des MNT et contiendra des politiques législatives, des plans de textes de loi et des projets de dispositions législatives.

L'élaboration d'un Cadre législatif océanien impose des consultations approfondies avec les parties prenantes concernées. Les directeurs de la santé sont invités à : 1) prendre acte des progrès accomplis dans la rédaction du Cadre législatif océanien ; 2) passer en revue la structure, le contenu et la démarche qui sont proposés pour la rédaction du Cadre législatif, dans le but d'**entériner** cette approche et de la présenter aux ministres océaniens de la Santé en 2019 pour débat et décision ; et à 3) appuyer l'élaboration d'un Cadre législatif océanien et à **promouvoir** la participation de multiples parties prenantes à des consultations régionales autant que nationales.

1. CONTEXTE

Il est établi que les mesures législatives sont des outils importants dans la lutte contre l'épidémie des maladies non transmissibles (MNT). Si la plupart des États et Territoires insulaires océaniques sont déjà dotés de lois et réglementations en rapport avec les MNT, il convient de développer ou de renforcer ces instruments pour faire face à l'évolution des contextes et des besoins. C'est forts de ce constat que les directeurs océaniques de la santé ont adopté en 2017 une recommandation destinée à la réunion des ministres océaniques de la Santé au sujet de l'élaboration d'un Cadre législatif océanique sur les MNT qui permettrait d'unir les voix du Pacifique par des démarches collectives pour enrayer la crise des MNT dans la région. La note de cadrage sur le Cadre législatif a été adoptée par les ministres océaniques de la Santé en 2017.

En 2018, trois options ont été présentées lors de la réunion des directeurs de la santé : 1) un cadre intégrant l'ensemble des mesures législatives jugées pertinentes pour lutter contre les MNT, soulignant qu'étant donné que les pays océaniques ne se trouvent pas tous au même stade, une approche progressive sera suggérée pour la mise en œuvre de cette solution ; 2) une démarche mettant l'accent sur les lacunes qui existent actuellement et faisant en sorte qu'il en soit tenu compte dans les mesures législatives existantes ; et 3) un renforcement des pratiques actuelles et mesures législatives existantes. Les directeurs de la santé ont convenu que le secrétariat devait développer plus avant l'**option 1** pour examen et décision en 2019.

2. PROGRÈS RÉALISÉS

2.1 Examen et analyse des politiques législatives

Depuis juillet 2018, un consultant spécialiste de la rédaction juridique procède à un examen et à une analyse des politiques législatives et a commencé à élaborer un Cadre législatif océanique. Les politiques, législations, cadres et documents stratégiques mondiaux et régionaux relatifs aux MNT (Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac ; Cadre pour la mise en œuvre de l'ensemble des recommandations sur la commercialisation des aliments et boissons non alcoolisées destinés aux enfants ; Code de commercialisation des substituts du lait maternel ; Rapport de situation mondial sur l'alcool et la santé ; Feuille de route relative aux MNT en Océanie, etc.) ont été évalués et analysés dans le but d'élaborer un Cadre législatif océanique adapté au contexte régional.

D'autres documents stratégiques et législatifs relatifs aux MNT et actuellement en vigueur dans les pays océaniques ont été passés en revue et les principales lacunes stratégiques et législatives ont été recensées au moyen des tableaux de bord de l'Alliance océanique pour le suivi de la lutte contre les MNT.

2.2 Réunions de concertation

Des réunions de concertation ont été organisées avec des spécialistes d'organisations partenaires et d'institutions universitaires telles que le Secrétariat général du Commonwealth, l'OMS, la CPS, le Secrétariat général du Forum des Îles du Pacifique, l'UNICEF, le *McCabe Centre for Law and Cancer*, l'Université de Sydney et l'Université d'Auckland. Les participants ont évoqué les difficultés à prévoir, les lacunes, la faisabilité et l'étendue des travaux à réaliser pour élaborer le Cadre législatif océanique proposé.

Le premier atelier de concertation régional s'est déroulé les 7 et 8 mars 2019 aux Fidji, avec la participation de rédacteurs juridiques de plusieurs pays océaniques et de spécialistes des politiques de santé travaillant pour des organisations partenaires, afin d'examiner la teneur, la portée, la structure et la méthode choisie pour élaborer le Cadre législatif océanien.

2.3 Rédaction du Cadre législatif océanien

Le projet de Cadre législatif océanien comportera un exposé introductif et traitera du statut de la législation sur les MNT (y compris les lacunes législatives et les priorités mises en évidence par les tableaux de bord de l'Alliance océanienne pour le suivi de la lutte contre les MNT dans les pays océaniques), du cadre législatif relatif aux principaux facteurs de risque des MNT (lutte antitabac par exemple), de la lutte contre l'alcool (réglementation de la vente d'alcool par exemple), des aliments et des boissons nuisibles à la santé (acides gras trans présents dans l'alimentation, commercialisation des substituts du lait maternel, etc.) et de la taxation des produits nocifs pour la santé. Le projet de Cadre législatif océanien se décline en trois grandes rubriques, à savoir les politiques législatives, les plans des textes de loi et des projets de dispositions législatives (voir, à titre d'exemple, des ébauches en annexe).

Les *politiques législatives* exposeront l'objectif principal et la raison d'être ou les fondements des politiques, ceci devant aider les pays océaniques dans la mise en œuvre du Cadre législatif. Les *plans des textes de loi* correspondent aux propositions des cadres ou de plans destinés à guider la rédaction des dispositions législatives, qui aideront les pays océaniques à déterminer quels sont les *projets de dispositions législatives* adaptés pour renforcer la prévention des MNT et la lutte contre ces maladies dans leurs contextes respectifs.

Au cours de l'atelier de consultation organisé en mars, il a été suggéré de considérer le Cadre législatif océanien comme un guide ou une référence utile pour les États et Territoires insulaires océaniques. Les participants ont indiqué qu'une fois le feu vert donné à l'échelle régionale, les ministres de la Santé engageraient les démarches requises à l'échelon national (note au conseil des ministres ou note d'orientation, par exemple). Dès lors que les démarches en question auront été amorcées dans les pays, le Cadre constituera une ressource précieuse pour les rédacteurs juridiques.

3. DÉFIS

La lutte contre les MNT appelant une démarche plurisectorielle globale associée à la participation d'une multiplicité de parties prenantes, l'élaboration d'un Cadre législatif océanien exhaustif sera un processus de longue haleine et certains de ses aspects ne seront pas forcément du goût de tous les pays. Cet exercice nécessite un *vaste processus de consultation des parties prenantes de tous les secteurs pertinents* à l'échelon régional tant que sur le plan national. L'élaboration (puis la mise en œuvre, à un stade ultérieur) du Cadre législatif océanien étant susceptible de prendre beaucoup de temps, la poursuite du financement de ce travail constituera une autre difficulté.

Les directives stratégiques relatives aux MNT doivent être claires pour que les dispositions législatives soient bien conçues. La participation des spécialistes de la stratégie de lutte contre les MNT aux côtés de celles des experts en matière de législation revêt également une importance fondamentale dans l'élaboration du Cadre législatif océanien.

Il a été démontré que l'existence d'une législation et d'une politique de santé publique vigoureuses est fondamentale pour assurer un bon niveau de santé publique. Or, de nombreux pays océaniques n'ont que des *capacités et des compétences limitées* pour élaborer, mettre en œuvre et faire appliquer les politiques et législations recommandées pour faire passer la lutte contre les MNT à la

vitesse supérieure. La réglementation publique en rapport avec les MNT est plurisectorielle et les différents volets du dossier relèvent de services différents. Il est donc crucial d'adopter une **démarche intégrée au sein des pouvoirs publics** pour renforcer le recours au Cadre législatif océanien. Il convient en outre de s'intéresser au dernier échelon d'approbation requis pour le Cadre.

4. ORIENTATIONS FUTURES

Le Cadre législatif océanien proposé sera propre à l'Océanie et mettra la puissance des voix du Pacifique au service de l'action collective, puisqu'il restera aux avant-postes des solutions innovantes de lutte contre les MNT et permettra d'accélérer la mise en œuvre de la Feuille de route relative aux MNT en Océanie.

Après la présente réunion des directeurs de la santé, si la structure proposée du Cadre législatif océanien est approuvée, le secrétariat continuera de travailler aux côtés des pays océaniques et des organisations partenaires et mènera à bien d'autres consultations impliquant de multiples parties prenantes tant sur le plan régional qu'à l'échelon national afin de faire progresser l'élaboration du Cadre.

Une version actualisée du présent document mettant en évidence les progrès accomplis sera soumise à l'examen des ministères océaniques de la Santé en 2019. Le Cadre législatif océanien sera étoffé par le consultant spécialiste en rédaction juridique puis, une fois finalisé, présenté aux réunions des directeurs et des ministres de la Santé pour adoption. Une fois que le document aura été parachevé et adopté, on pourra procéder à une analyse comparative entre les législations nationales relatives aux MNT et le Cadre océanien pour mettre en évidence les lacunes existantes qu'il convient de combler par le biais de réformes législatives.

4.1 Recommandations à l'intention des directeurs de la santé :

Les directeurs de la santé sont invités à :

- Prendre note de progrès accomplis dans la rédaction du Cadre législatif océanien sur les MNT.
- Examiner la structure et la démarche proposées au titre de la rédaction du Cadre législatif océanien afin d'**entériner** cette approche (voir, à titre d'exemple, des ébauches en annexe) et de la présenter aux ministres océaniques de la Santé en 2019 pour débat et décision.
- Appuyer l'élaboration d'un Cadre législatif océanien et **promouvoir** la participation de parties prenantes multiples aux consultations régionales aussi bien que nationales.

4.2 Recommandations à l'intention des partenaires du développement :

Les partenaires du développement sont invités à :

- Soutenir et investir des ressources supplémentaires dans la rédaction et la finalisation du Cadre législatif océanien proposé.
- Faire la promotion du Cadre législatif océanien et favoriser une prise de conscience des progrès accomplis dans son élaboration aux échelons national, régional et international.

ANNEXE**PROJET DE CADRE LÉGISLATIF OCÉANIEEN SUR LES MNT : STRUCTURE ET DÉMARCHE****INTRODUCTION :**

Cette annexe présente la structure, le contenu général et la démarche qui seront probablement ceux du Cadre législatif océanien au fur et à mesure qu'il se développera sur la base des éléments suivants :

- Examens et analyses des politiques législatives actuellement en cours
- Résultats des consultations avec les organisations partenaires et les institutions universitaires.

Des changements seront vraisemblablement apportés dans les mois à venir à la structure, au contenu général et à la démarche du Cadre législatif, au fur et à mesure qu'en seront précisés les détails. Les positions et les conclusions ressortant du présent projet de texte n'ont donc qu'un caractère provisoire.

PLAN GÉNÉRAL DU PROJET DE CADRE LÉGISLATIF OCÉANIEEN SUR LES MNT

- **Avant-propos**

On trouvera dans cette partie un résumé des recommandations des ministres océaniques de la Santé et de la procédure suivie pour élaborer le Cadre océanien.

- **Partie I – Introduction**

Cette partie présentera le contexte dans lequel s'inscrit le Cadre océanien : description générale de la nature du Cadre ; raison d'être et objectifs ; finalité et utilisation du Cadre ; public ciblé ; liens avec d'autres cadres importants, à savoir la Feuille de route relative aux MNT en Océanie, le concept des îles-santé, l'Alliance océanienne pour le suivi de la lutte contre les MNT et la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac (CCLAT) ; obligations de rendre des comptes et mécanismes institutionnels.

- **Partie II – Législations relatives aux MNT**

Cette partie présentera une analyse détaillée du statut des législations et politiques relatives aux MNT en Océanie, incluant les lacunes législatives et les priorités mises en évidence par les tableaux de bord de l'Alliance océanienne pour le suivi de la lutte contre les MNT.

- **Partie III – Contenu et raison d'être**

On trouvera dans cette partie le contenu d'un Cadre législatif océanien incluant les principaux facteurs de risque des MNT : lutte antitabac (ingérence de l'industrie du tabac par exemple), lutte contre l'alcool (réglementation de la vente d'alcool par exemple), noix de bétel, boissons et aliments nocifs pour la santé (acides gras trans dans l'alimentation, commercialisation des substituts du lait maternel, etc.) et taxation des produits nuisibles pour la santé et raison d'être de ces mesures.

- **Partie IV – Cadre proposé**

On trouvera dans cette partie les trois composantes clé du projet de Cadre législatif océanien :

1. Politiques législatives
2. Plans des textes de loi
3. Dispositions législatives

Les politiques législatives exposeront l'objectif principal et la raison d'être ou les fondements des politiques, ceci devant aider les pays océaniens dans la mise en œuvre du Cadre législatif. Les plans des textes de loi correspondent aux propositions des cadres ou de plans destinés à guider la rédaction des dispositions législatives, qui aideront les pays océaniens à déterminer quels sont les projets de dispositions législatives adaptés pour renforcer la prévention des MNT et la lutte contre ces maladies dans leurs contextes respectifs.

- **Partie V – Glossaire**

Cette partie contiendra des définitions supplémentaires venant compléter celles qui figurent déjà dans différentes rubriques du Cadre.

- **Partie VI – Annexes**

Les annexes contiendront une liste des principaux documents de référence utilisés lors de l'élaboration du Cadre.

EXEMPLE DE CONTENU DU CADRE LÉGISLATIF : INGÉRENCE DE L'INDUSTRIE DU TABAC

On trouvera ci-dessous un exemple des éléments devant figurer dans le Cadre législatif à partir de la thématique de l'ingérence de l'industrie du tabac.

1. Politiques législatives – lutte contre l'ingérence de l'industrie du tabac

Contexte : L'industrie n'a cessé de tenter de contrecarrer et de faire capoter les efforts déployés par les pouvoirs publics pour protéger la santé publique en réglementant l'usage du tabac.

Objectif de la politique : Le principal objectif de cette politique est de protéger l'ensemble des politiques et des activités des pouvoirs publics ainsi que le grand public de l'ingérence de l'industrie du tabac.

Raison d'être de la politique : Il existe un conflit fondamental et insoluble entre les intérêts de l'industrie du tabac et ceux des politiques de santé publique. Ce secteur assure la production et la promotion d'un produit dont il a été prouvé scientifiquement qu'il crée une dépendance et cause des maladies et des décès prématurés. Les activités suivantes sont recommandées pour lutter contre l'ingérence de l'industrie du tabac :

- Mieux sensibiliser à la nocivité des produits du tabac et au fait qu'ils créent une dépendance, ainsi qu'à l'ingérence de l'industrie du tabac dans les politiques de lutte antitabac.
- Adopter des mesures pour limiter les interactions avec l'industrie du tabac.
- Rejeter les partenariats ainsi que les accords non contraignants ou sans force exécutoire avec l'industrie du tabac.
- Éviter les conflits d'intérêts chez les responsables officiels et les employés de l'État.
- Exiger la transparence et l'exactitude des informations fournies par l'industrie du tabac.
- Réglementer les activités socialement responsables de l'industrie du tabac, ainsi que les éléments relevant de la responsabilité sociale des entreprises.
- Interdire tout traitement préférentiel de l'industrie du tabac.
- Les sociétés productrices de tabac qui appartiennent à l'État (s'il en existe) doivent être traitées de la même manière que les cigaretteurs privés.

2. Plans des textes de loi – lutte contre l'ingérence de l'industrie du tabac

Ce plan présente les grandes lignes des dispositions législatives que l'on trouvera détaillées ci-dessous au paragraphe 3 et qui portent, à titre d'exemple, sur la lutte contre l'ingérence de l'industrie du tabac.

- Définitions : Cette clause comportera une liste de termes qu'il convient de définir, par exemple « industrie du tabac ».
- La clause relative à l'objet expose les objectifs de la réglementation de l'industrie du tabac, que l'on trouvera détaillés ci-dessous à l'alinéa 3 b).
- Fonctions administratives : Cette disposition (voir alinéa 3 c) ci-dessous) énumère les fonctions administratives proposées associées aux programmes, à la recherche, à la formation, etc. telles qu'elles figurent dans la CCLAT
- Soutien, agrément, etc. de l'industrie : Cette clause vise à interdire à l'industrie du tabac de rechercher le soutien, l'agrément etc. des pouvoirs publics.

- Déclaration d'intérêts : Cette clause vise à établir une obligation légale pour les agents de la fonction publique qui sont en contact avec l'industrie du tabac de déclarer leurs intérêts aux pouvoirs publics.
- Interdiction de siéger au sein des commissions et autres instances publiques : Empêche la nomination de personnes travaillant ou collaborant avec l'industrie pour siéger au sein de commissions et autres instances publiques.
- Interdiction du financement des partis politiques par l'industrie du tabac (voir alinéa 3 g) ci-dessous).
- Communication d'informations par l'industrie du tabac aux pouvoirs publics (voir alinéa 3 h) ci-dessous.)
- Interdiction d'accès de l'industrie aux aides publiques (voir alinéa 3 i) ci-dessous).
- Traitement des entreprises publiques ayant des intérêts dans le secteur du tabac (voir alinéa 3 j) ci-dessous).

3. Dispositions législatives – lutte contre l'ingérence de l'industrie du tabac

On trouvera ci-après le projet de dispositions législatives (basées sur le plan du texte de loi figurant au paragraphe 2 ci-dessus) relatives à la lutte contre l'ingérence de l'industrie du tabac :

a) Définitions¹

Le terme « avantage » renvoie à tout paiement monétaire ou en nature, cadeau, service, financement de travaux de recherche ou autre dispositif ou dotation.

Une « aide publique » correspond à :

- 1) un privilège ou un avantage ;
- 2) une exonération fiscale, une incitation ou un avantage ;

Les « informations » incluent :

- 1) les informations concernant :
 - i) les pratiques de l'industrie ; ou
 - ii) la production, la fabrication du tabac, les parts de marché, les dépenses de commercialisation et les recettes de l'industrie du tabac ; ou
 - iii) toute autre activité, y compris le lobbying, les activités caritatives ou autres contributions ; ou
- 2) toutes autres informations prescrites.

L'« industrie du tabac »² :

- 1) désigne toute personne qui fabrique un produit du tabac, quel qu'il soit ; et
- 2) inclut les personnes qui :
 - i) importent des produits du tabac quels qu'ils soient ; ou
 - ii) distribuent en gros des produits du tabac quels qu'ils soient.

¹ Les définitions figurent au début de chaque annexe. Les pays peuvent les faire figurer dans la rubrique générale consacrée aux définitions qui se trouve habituellement dans la partie préliminaire de la loi ou dans le lexique qui se présente généralement sous forme d'annexe. Les pays devront adapter les définitions à leur contexte spécifique. C'est ainsi que dans la définition de « l'industrie du tabac », les pays où l'on ne fabrique pas de produits du tabac doivent omettre la référence aux « fabricants ». Ils pourront toutefois ajouter un nouveau paragraphe faisant référence à « toute autre personne visée par le présent texte », ce qui permet d'élargir cette définition par voie réglementaire, sans à avoir solliciter une modification de la loi par le parlement.

² On notera que cette définition n'inclut ni les producteurs de tabac, ni les revendeurs au détail. Il appartiendra à chaque pays de les ajouter ou non.

b) Objet³

L'objet de cette loi est de protéger les politiques de santé publique sur la lutte antitabac contre les intérêts commerciaux et autres de l'industrie du tabac. Il s'agit notamment de :

- 1) protéger le processus de conception et de mise en œuvre des politiques de santé publique en matière de lutte antitabac de l'industrie du tabac dans toute la mesure possible ;
- 2) veiller à rendre des comptes en cas d'interactions des pouvoirs publics avec l'industrie du tabac sur les questions liées à la lutte antitabac ou à la santé publique et garantir la transparence de ces interactions ;
- 3) veiller à ce que l'industrie du tabac fournisse aux pouvoirs publics les informations nécessaires à la mise en œuvre effective de la présente loi ;
- 4) traiter tout traitement préférentiel de l'industrie du tabac par les pouvoirs publics comme une contradiction avec la politique de lutte antitabac.

c) Fonctions administratives associées à la lutte contre l'ingérence de l'industrie⁴

Le [XX] remplit les fonctions suivantes :

- 1) Mieux faire connaître :
 - i) la nocivité des produits du tabac et le fait qu'ils créent une dépendance ; et
 - ii) l'ingérence de l'industrie du tabac dans les politiques de lutte antitabac, dont toutes les activités relevant de la responsabilité sociale des entreprises ;
- 2) adopter des mesures pour limiter les interactions entre les pouvoirs publics et l'industrie du tabac ;
- 3) veiller à ce que toutes les interactions entre les pouvoirs publics et l'industrie du tabac aient lieu :
 - i) dans la transparence et en public, par exemple dans le cadre d'auditions publiques ou d'avis publics relatifs à ces interactions ou en publiant le compte rendu ; et
 - ii) uniquement lorsque cela est indispensable et en se limitant strictement à ce qui est nécessaire pour permettre aux pouvoirs publics de réglementer efficacement l'industrie du tabac ou les produits du tabac ;
- 4) établir un code de conduite visant à éviter les conflits d'intérêts pour les agents de la fonction publique chargés de questions relatives à :
 - i) la prévention et la lutte contre le tabagisme ; ou
 - ii) l'ingérence de l'industrie du tabac dans les politiques de lutte antitabac ;
- 5) mener à bien toute autre fonction prescrite.

d) Soutien, agrément etc. de l'industrie⁵

- 1) Il est interdit à toute personne appartenant à l'industrie du tabac de participer, de soutenir ou d'apporter son agrément ou son accord à un ministère ou à un organisme au regard de :
 - i) toute mesure juridique ou politique élaborée par ou en collaboration avec l'industrie du tabac, ou toute offre d'assistance de la part de l'industrie du tabac pour la rédaction de ladite mesure ; ou

³ Les clauses définissant l'objet d'une loi assistent les tribunaux dans l'interprétation du texte. Les pays doivent réviser ces clauses une fois parachevé le projet de texte, afin de veiller à ce qu'elles concordent avec les dispositions exécutoires.

⁴ Ces fonctions peuvent également être confiées à l'organe officiel chargé de la promotion de la santé.

⁵ La disposition prohibitive concerne l'industrie. Les pays doivent vérifier ce que recouvre chez eux ce concept, par exemple pour ceux qui ne comptent pas de cigaretteurs sur leur territoire, l'industrie peut être constituée par les importateurs de produits du tabac pour la distribution en gros.

- ii) toute action d'éducation, instruction ou formation relatives à une question quelconque associée à la politique de lutte antitabac fournie par ou ayant bénéficié d'une contribution quelconque de l'industrie du tabac ; ou
 - iii) toute sorte de partenariat avec l'industrie du tabac ; ou
 - iv) tout accord ou code de conduite non contraignant ou sans force exécutoire élaboré par l'industrie du tabac afin de se substituer aux mesures de lutte antitabac légalement applicables ; ou
 - v) toute participation quelle qu'elle soit de l'industrie du tabac à toute initiative, campagne, programme ou activité liée directement ou indirectement à la lutte antitabac ou à la santé publique, ceci incluant sans s'y limiter tout programme ciblant les jeunes ou l'éducation, toute campagne publique d'information ou autre initiative associée à la lutte antitabac ou à la santé publique.
- 2) Il est interdit à toute personne :
- i) appartenant à l'industrie du tabac de donner ou d'offrir aucun type d'avantage à un membre actuel ou ancien de la fonction publique ;
 - ii) qui est ou a été membre de la fonction publique d'accepter quelque avantage que ce soit définit au paragraphe a) ; ou
- 3) Toute personne qui contrevient aux alinéas 1) ou 2) commet une infraction et encourt une sanction.

e) Déclaration d'intérêts

- 1) Toute personne :
- i) qui est candidate à un poste de la fonction publique en rapport avec la lutte antitabac doit divulguer à l'autorité investie du pouvoir de nomination toute collaboration actuelle ou antérieure (dans un but lucratif ou non) avec l'industrie du tabac ; ou
 - ii) qui appartient à la fonction publique doit déclarer au [XX] tous ses intérêts dans l'industrie du tabac et s'en séparer immédiatement ; ou
 - iii) qui appartient à la fonction publique et a l'intention de travailler au sein de l'industrie du tabac (dans un but lucratif ou non), doit en informer le [XX] dans un délai de [30 jours] avant son entrée en fonction.
- 2) Le Gouvernement/l'État (y compris ses institutions, entreprises et autres organes) ne doivent posséder aucun intérêt de quelque nature que ce soit dans l'industrie du tabac⁶.
- 3) Toute personne qui contrevient aux alinéas 1) et 2) commet une infraction et encourt une sanction.

f) Interdiction de siéger au sein de commissions et autres instances gouvernementales

- 1) Il est interdit de proposer la candidature ou de nommer une personne employée par ou collaborant avec l'industrie du tabac (dans un but lucratif ou non) pour :
- i) siéger au sein d'une commission, d'un comité ou d'un groupe émanant de l'État (établi ou non par une loi) ; ou
 - ii) participer à une conférence régionale ou internationale de quelque nature que ce soit en rapport avec la lutte antitabac.

⁶ La plupart des pays de la région peuvent envisager d'interdire aux pouvoirs publics de posséder des participations dans l'industrie du tabac.

g) Interdiction de financer les partis politiques⁷

- 1) Il est interdit à toute personne appartenant à l'industrie du tabac de verser une contribution financière ou d'une autre nature à un parti politique ou à un candidat à un siège au Parlement ou à des assemblées gouvernementales locales ou provinciales.
- 2) Toute personne qui contrevient à l'alinéa 1) commet une infraction et encourt une sanction.
- 3) Tout accord ou arrangement prévoyant une contribution visée par le présent paragraphe est frappé de nullité.
- 4) Toute personne appartenant à l'industrie du tabac qui verse une contribution financière ou autre à un parti politique ou à un candidat à un siège au Parlement ou à une assemblée gouvernementale locale ou provinciale doit en informer le [XX] dans un délai de 30 jours.
- 5) Toute personne qui ne divulgue pas sa contribution commet une infraction et encourt une sanction.

h) Communication d'informations

- 1) Toute personne appartenant à l'industrie du tabac doit communiquer au [XX] les informations relatives aux activités prescrites au titre de ce secteur.
- 2) Ces informations doivent être communiquées au plus tard le [30 juin chaque année].
- 3) Toute personne peut avoir accès aux informations communiquées au titre de ce paragraphe.
- 4) Commet une infraction et encourt une sanction quiconque :
 - i) contrevient à l'alinéa 1) ; ou
 - ii) communique en vertu de l'alinéa 1) des informations fausses ou fallacieuses.

i) L'industrie ne peut prétendre aux aides publiques

- 1) Aucune personne appartenant à l'industrie du tabac n'est en droit de prétendre à une aide publique quelconque pour établir ou exploiter son entreprise.
- 2) Toute aide consentie en contravention de l'alinéa 1) est frappée de nullité.

j) Traitement de l'industrie du tabac d'État⁸

- 1) Le [XX] doit :
 - i) traiter l'industrie du tabac d'État comme toutes les autres sociétés de l'industrie du tabac lors de la mise en œuvre de la politique de lutte antitabac ;
 - ii) veiller à ce que la définition et la mise en œuvre de la politique de lutte antitabac soient séparées de la supervision et de la gestion de l'industrie du tabac ; et
 - iii) veiller à ce qu'aucune personne employée par ou collaborant avec une société de tabac d'État ne soit désignée pour participer à une réunion régionale ou internationale pour débattre de la lutte antitabac.
- 2) Toute désignation contrevenant à l'alinéa 1) c) sera frappée de nullité.

⁷ Cette clause peut être amendée pour rendre obligatoire la divulgation de toute contribution à un parti politique, si cette pratique est permise. Elle est également susceptible d'entraîner une modification de la législation électorale.

⁸ Cette clause s'applique uniquement aux pays où l'on trouve des sociétés d'État dans le secteur du tabac. Les autres pays pourront envisager une clause prohibitive : « Il est interdit à l'État, y compris à toutes ses institutions, entreprises ou organismes, de posséder ou d'exploiter des sociétés appartenant à [ou de posséder des participations ou des intérêts ... dans] l'industrie du tabac ».